



La gouvernance mondiale à l'heure du doute

Réponses aux défis de la complexité et de l'inclusion au niveau multilatéral



UNIVERSITÉ
LAVAL

Idées7 (I7) est un sommet regroupant des institutions universitaires et des laboratoires d'idées (*think tanks*) des pays membres du G7 qui se tiendra à Québec du 21 au 23 mai 2018. Les experts invités à I7 réfléchiront ensemble aux défis de la complexité et de l'inclusion dans la gouvernance mondiale. À l'issue de leur rencontre, ils présenteront la synthèse de leurs réflexions aux représentants officiels des pays du G7 : la *Déclaration Idées7*.

Table des matières

1 - Institutions participantes	2
2 - Synopsis	3
3 - Déroulement du sommet	5
4 – Domaines de coopération internationale soumis à la réflexion	6
5 - Liste des participants.....	8
6 - Organismes	12

1 - Institutions participantes

Allemagne

- Bavarian School of Public Policy, Technical University of Munich
- German Institute of Global and Area Studies (GIGA), Hambourg

Canada

- Centre for International Governance Innovation (CIGI), University of Waterloo
- Centre d'études et de recherches internationales de l'Université de Montréal (CÉRIUM)
- Chaire Raoul-Dandurand en études stratégiques et diplomatiques, Université du Québec à Montréal
- Institut des hautes études internationales, Université Laval (HEI), Québec
- Munk School of Global Affairs, University of Toronto
- Forum des politiques publiques, Ottawa
- The School of Public Policy, University of Calgary

États-Unis

- Paul H. Nitze School of Advanced International Studies, Johns Hopkins University, Washington

France

- École de management et de l'innovation, Sciences Po Paris
- La Fondation pour les Études et Recherches sur le Développement International (FERDI), Clermont-Ferrand

Italie

- Istituto Affari Internazionali, Rome
- Libera Università degli Studi Sociali Guido Carli (LUISS) Guido Carli, Rome

Japon

- Graduate School of Media and Governance Keio University, Tokyo

Royaume-Uni

- International Institute for Strategic Studies (IISS), Londres
- School of East Asian Studies, University of Sheffield

Union européenne

- Centre européen de recherches avancées en économie et statistiques (ECARES), Université libre de Bruxelles, Belgique
- Leuven Centre for Global Governance Studies, Institute for International Law, KU Leuven, Belgique

Pays de rayonnement

- Centre for the Study of Governance Innovation University of Pretoria, Afrique du Sud
- School of International Relations & Public Affairs, Fudan University, Shanghai, Chine
- Shiv Nadar University, Dadri, Greater Noida, Inde

2 - Synopsis

La gouvernance mondiale à l'heure du doute Réponses aux défis de la complexité et de l'inclusion au niveau multilatéral

Un thème pertinent

La prospérité et la sécurité mondiale sont menacées par le scepticisme qui prévaut à l'égard du multilatéralisme.

En tant que groupement des principales démocraties et des économies de marché, partageant non seulement les mêmes valeurs mais aussi une approche globale et cohérente de la gouvernance mondiale, le G7 a un rôle majeur à jouer dans le traitement de cette question. Avec le même état d'esprit et dans la fluidité qui caractérise ses travaux, il peut s'attaquer de façon informelle aux lacunes de l'approche « en silos » actuelle des organisations internationales traditionnelles créées, pour beaucoup, au milieu du 20^e siècle ; sa capacité de fixer les grands enjeux mondiaux fait du G7 un instrument unique pour faire progresser les synergies nécessaires au sein de ces organisations.

Du travail concret

À l'invitation de l'Institut des Hautes études internationales, le Sommet Idées7 réunira sur notre campus des experts et chercheurs de haut niveau provenant d'une université et d'un laboratoire d'idées (think tank) pour chaque membre du G7, ainsi que certains provenant du Sud global.

Les participants au Sommet Idées7 profiteront de l'occasion offerte par le prochain Sommet des dirigeants du G7 à La Malbaie pour discuter des solutions possibles aux défis de la complexité et de l'inclusion auxquels les dirigeants doivent faire face lorsqu'ils abordent des enjeux mondiaux tels que ceux identifiés comme des priorités par la présidence canadienne :

- Investir dans une croissance qui fonctionne pour tous ;
- Préparer les emplois du futur ;
- Promouvoir l'égalité des sexes et l'autonomisation des femmes ;
- Travailler ensemble sur le changement climatique, les océans et l'énergie propre ; et
- Construire un monde plus pacifique et plus sûr.

Ils le feront en s'attaquant à la complexité croissante de la gouvernance mondiale apportée par l'interpénétration des domaines traditionnels de la coopération internationale. En s'appuyant en grande partie sur les priorités énumérées ci-dessus, les organisateurs de ce sommet scientifique ont identifié cinq de ces domaines traditionnels : **le commerce, le travail, l'environnement, la sécurité et l'égalité des sexes**, auxquels ils ont ajouté la question plus transversale des **migrations**. Au lieu d'aborder, un par un ces six domaines, la discussion qui aura lieu en mai à Québec fournira une analyse et des conseils sur leurs interconnexions et la nature convergente des

problèmes mondiaux dans le monde interconnecté d'aujourd'hui. Les participants fourniront à l'avance un court papier (une page) de « matière à réflexion » explorant comment, d'une manière pratique, les membres du G7 peuvent guider la communauté et les organisations internationales pour qu'elles adoptent des approches plus synergiques. Ces réflexions préliminaires devront s'attaquer à des problèmes qui combinent explicitement au moins deux (et de préférence plus) des domaines susmentionnés. Par exemple, la migration et la sécurité internationale, la création d'emplois et l'environnement, la croissance économique et l'autonomisation des femmes, pour n'en citer que quelques-uns. En fonction des convergences entre les papiers reçus, les participants seront jumelés les uns aux autres de façon à maximiser la productivité et la créativité de nos échanges à Québec.

Un sommet inclusif

Les experts chercheront des moyens novateurs de faire progresser la coopération multilatérale sur ces questions dans une perspective inclusive, en incluant le rôle des entités nationales ou infranationales, telles que les villes, les gouvernements régionaux et les unités fédérées, présentes dans de nombreux pays du G7.

Toujours dans un esprit d'inclusion, les participants seront attentifs à la nécessité d'impliquer la société civile, et plus généralement au besoin d'information de la population sur les mérites de groupements multilatéraux tels que le G7.

Des réflexions communes

Les conclusions des travaux de ce sommet et ses recommandations politiques seront partagées avec les dirigeants du G7 lors d'une réunion conjointe à avec leurs « sherpas » lors de la dernière réunion formelle de ces derniers avant le Sommet.

L'occasion sera recherchée de rencontrer des représentants des gouvernements infranationaux et des villes pour discuter de la mise en œuvre au niveau local de certaines des idées issues du « I7 », ainsi que de l'exigence de conformité qui accompagne les décisions des dirigeants du G7.

Une version plus accessible du document de recommandations finales sera diffusée publiquement après la réunion du groupe avec les sherpas (le 23 mai). Les représentants des comités scientifiques et les organisateurs se mettront à la disposition des médias. Les documents de réflexion des auteurs qui le souhaitent seront également mis à la disposition du public.

3 - Dérroulement du sommet

Lundi 21 mai

Cocktail d'accueil à Wendake, Hôtel-Musée des Premières Nations. Mot d'accueil par le Grand Chef de la nation huronne-wendat, monsieur Konrad Sioui.

Mardi 22 mai

Séance inaugurale officielle (sur invitation), Université Laval

- Mot d'accueil de la rectrice de l'Université Laval, madame Sophie D'Amours
- Allocutions d'ouverture :
 - Représentant ou représentante du gouvernement du Canada (à confirmer)
 - Monsieur Robert Keating, Sous-ministre, ministère des Relations internationales et de la Francophonie, Gouvernement du Québec
 - Monsieur Régis Labeaume, maire de la ville de Québec

Trois séances de travail à huis clos, Université Laval

- Séance de travail - S'appuyant sur le contenu de leurs documents de réflexion d'une page, certains participants seront invités à présenter leurs points de vue sur leur sujet d'intérêt lors de la première session, en plénière.
- Repas de travail - Des experts partageant des domaines d'intérêt similaires se réuniront autour d'une table pour discuter plus en détail de ces questions.
- Séance de travail en plénière : les résultats des discussions du déjeuner seront partagés avec le groupe et une première série de réflexions rassemblées en vue d'un rapport final (La future *Déclaration Idées7*). Ce rapport visera un « langage de style communiqué » sur ce que le G7 devrait faire pour atténuer les difficultés actuelles de la gouvernance mondiale

Mercredi 23 mai

- Petit **déjeuner de travail** - Les participants se réuniront pour conclure leur travail et choisir une liste de points prioritaires qu'ils voudront partager avec les sherpas.
- **Rencontre avec les Représentants personnels des Leaders du G7** à Baie-Saint-Paul
- Déplacement vers la Malbaie et visite du site du Sommet du G7 avec les gestionnaires du Sommet. Puis retour vers Québec

Jeudi 24 mai

- Départs individuels de Québec
- Diffusion de la *Déclaration Idées7*

4 – Domaines de coopération internationale soumis à la réflexion

Afin d'organiser les échanges sur la gouvernance mondiale, les participants d'I7 chercheront à construire leurs réflexions autour des interconnexions entre les domaines de coopération internationale suivants.

Travail

Les marchés de l'emploi évoluent au rythme de la multilatéralisation des échanges, de la perméabilité et de l'interdépendance des économies nationales. Afin de s'adapter à ces tendances, les politiques devront de plus en plus intégrer des enjeux tels que les nouvelles technologies, l'innovation, ou encore l'écoresponsabilité des entreprises. Dans le cadre de la gouvernance mondiale, il importe donc d'envisager la question du travail dans toute sa complexité. Pour préparer les citoyens à ces changements, les orientations politiques devront également considérer une meilleure inclusion des femmes, des jeunes et des immigrants dans les marchés de l'emploi. Les partenaires infranationaux sont des acteurs essentiels de ces mutations, y compris dans l'offre et l'accès à la formation permettant l'entrée dans le monde professionnel.

Commerce

La libéralisation et l'intensification des échanges ont, de manière générale, permis d'accentuer la croissance économique et le progrès. Toutefois, ces processus ne profitent pas à tous les États, et beaucoup voient le commerce international comme le témoin des inégalités mondiales. Certains pays s'en retrouvent fragilisés et sont victimes de la prolifération de différents types de trafic. La distribution inégale de la richesse est un phénomène croissant. Afin de mettre en place des stratégies proactives qui permettront à chacun de profiter de la croissance économique, les leaders du G7 devront réfléchir sur les moyens de promouvoir un commerce inclusif, soucieux de l'environnement et de la sécurité.

Sécurité internationale

Dans un environnement international qui demeure instable, l'approche en silos adoptée par les organisations internationales pour faire face à la recrudescence des conflits est mise à mal. Alors que le monde est toujours plus interconnecté, les nouvelles menaces contre la sécurité s'éloignent des réponses traditionnellement apportées par les États. Le respect des droits des femmes et plus largement des droits de la personne, la montée de l'autoritarisme, les répercussions des changements climatiques et des mouvements de migrations de masse, ou encore les menaces sanitaires, sont autant d'enjeux à prendre en compte pour une gouvernance mondiale adaptée aux nouvelles problématiques de sécurité.

Migrations

L'Organisation internationale pour les migrations (OIM) estime à 244 millions le nombre de migrants à travers le monde en 2018. Parmi eux, on compte 22 millions de réfugiés et 40 millions de déplacés, chiffres en constante augmentation. Les changements climatiques, les conflits internes, le chômage et des entreprises toujours plus tournées vers l'international font partie des facteurs qui expliquent ces tendances. Devant l'ampleur de ces mouvements de population, la question migratoire revêt une dimension transversale. Elle devrait donc être prise en compte dans les réponses apportées à d'autres enjeux transnationaux comme le travail, la sécurité ou encore l'environnement, ainsi que dans les efforts généraux pour une meilleure gouvernance mondiale.

Environnement

La lutte contre les changements climatiques et l'amélioration de la santé environnementale sont des enjeux de portée globale. Afin d'y apporter une réponse efficace, il est nécessaire de penser et de développer une gouvernance mondiale inclusive, prenant en compte l'ensemble des partenaires internationaux et infranationaux. Les défis à relever sont nombreux : accélérer la transition vers des économies écoresponsables, enrayer les effets néfastes du réchauffement climatique sur les populations, investir dans les énergies et emplois durables, ou encore promouvoir le leadership des femmes. Cela implique de considérer que la question environnementale est reliée à d'autres domaines d'action, créant ainsi des enjeux transversaux tels que les emplois « verts », la sécurité alimentaire, ou encore le commerce des hydrocarbures.

Égalité des genres

L'égalité des genres et la gouvernance inclusive font partie des 17 objectifs de développement durable identifiés comme prioritaires par les Nations Unies en 2015. Dans un contexte de scepticisme envers les organisations internationales, les leaders du G7 pourraient agir comme moteur de redynamisation de l'action multilatérale coordonnée. Le respect du droit fondamental à l'égalité des genres est primordial pour consolider la paix et promouvoir des économies saines et durables. L'autonomisation des femmes doit donc être promue par des mécanismes concrets et intégrés dans les systèmes de droit nationaux. Face à la recrudescence de problématiques comme le trafic d'êtres humains, la question de l'égalité des genres comporte également une dimension sécuritaire. La stratégie de gouvernance mondiale devra combler les besoins en matière de prévention des violences faites aux femmes. Il faudra aussi trouver des moyens de responsabiliser les entreprises qui se rendent complices de ces violences.

5 - Liste des participants

(À jour le 10 mai)

Professeuse Abdoulaye **Anne**

Centre de recherche et d'intervention sur la réussite scolaire
Faculté des sciences de l'éducation, Université Laval, Québec, Canada

Professeur Louis **Bélangier**

Directeur, Institut québécois des hautes études internationales (HEI)
Université Laval, Québec, Canada

Dr. Matthieu **Boussichas**

Responsable de programme, Fondation pour les études et recherche en développement international (FERDI), Clermont-Ferrand, France

Professeur Caterina **Carta**

Titulaire de la chaire de recherche du Canada en diplomatie publique
Université Laval, Québec, Canada

Professeur Yan **Cimon**

Professeur titulaire Faculté des sciences de l'administration, directeur du Centre interuniversitaire de recherche sur les réseaux d'entreprise, la logistique et le transport (CIRRELT)
Université Laval, Québec, Canada

Dr. Régis **Coursin**

Chercheur postdoctoral, Centre d'études et de recherches internationales (CERIUM)
Université de Montréal, Canada

Professeur Peter **Dietsch**

Professeur, Département de Philosophie, Université de Montréal
Directeur de l'axe « éthique et économie » du Centre de Recherche en Éthique (CRE)
Affilié au Centre d'études et de recherches internationales de l'Université de Montréal (CERIUM),
Canada

Professeur Hugo **Dobson**

Directeur, School of East Asian Studies
University of Sheffield, Royaume-Uni

Mme Judit **Fabian**

Associée postdoctorale, International Policy & Trade Research Division
The School of Public Policy, University of Calgary

Professeure Marie-Hélène **Gagnon**

Professeure agrégée, Faculté des sciences de l'administration
Université Laval, Québec, Canada

Professeure Nathalie **Gravel**

Centre d'études interaméricaines
Département de géographie, Université Laval, Québec, Canada

M. Kevin **Kalomeni**

Doctorant
Université Laval, Québec, Canada

Professeur John **Kirton**

Co-fondateur et Directeur, Groupe de recherche du G8 et du G20
Munk School of Global Affairs, University of Toronto

Mme Madeline **Koch**

Rédactrice en chef, Groupe de recherche du G8 et du G20
Munk School of Global Affairs, University of Toronto

Professeur Patrick **Legros**

Centre européen de recherches avancées en économie et statistiques (ECARES)
Université libre de Bruxelles, Belgique

Professeur Siddharth **Mallavarapu**

Professeur, International Relations and Governance Studies
Shiv Nadar University, Dadri, Greater Noida, Inde

Professeur Raffaele **Marchetti**

Département de science politique et École de gouvernement
Libera Università degli Studi Sociali Guido Carli (LUISS) Guido Carli, Rome, Italie

Mme Sithembile **Mbete**

Chercheuse associée, Centre for the Study of Governance Innovation (GovInn)
University of Pretoria, Afrique du Sud

Professeur Jean-Frédéric **Morin**

Titulaire, Chaire de recherche du Canada en économie politique internationale
Université Laval, Québec

Mme Claire **Peacock**

Doctorante
Oxford University, Royaume-Uni

Professeure Miriam Prys-Hansen

Directrice académique, Programme de doctorat
German Institute of Global and Area Studies (GIGA), Hambourg, Allemagne

Professeur Nicholas Redman

Directeur des éditions, éditeur de la série *Adelphi book* et du *Strategic Survey*
International Institute for Strategic Studies (IISS), Londres, Royaume-Uni

Professeur Simone Romano

Senior Fellow
Istituto Affari Internazionali, Rome, Italie

Professeure Marie-Laure Salles-Djelic

Doyenne, École de management et de l'innovation
Sciences Po Paris, France

Professeur Christopher Sands

Directeur du Centre des études canadiennes
Paul H. Nitze School of Advanced International Studies, Johns Hopkins University, Washington,
États-Unis

Professeure Miranda Schreurs

Titulaire, Chaire en Politiques climatiques et environnementales
Bavarian School of Public Policy, Technical University of Munich, Allemagne

M. Aaron Shull

Directeur de gestion et conseiller général
Centre for International Governance Innovation (CIGI), University of Waterloo, Canada

Professeur Arthur Silve

Département de science économique,
Faculté des sciences sociales, Université Laval, Québec, Canada

Professeure Élisabeth Vallet

Directrice scientifique
Chaire Raoul-Dandurand en études stratégiques et diplomatiques, Université du Québec à
Montréal (UQAM), Canada

Professeur Yoritumi Watanabe

Faculté de gestion des politiques, Graduate School of Media and Governance,
Keio University, Tokyo, Japon

Professeur Jan **Wouters**

Directeur, Leuven Centre for Global Governance Studies

Président, Institute for International Law, KU Leuven, Belgique

Professeur Jiejing **Zhu**

School of International Relations & Public Affairs

Fudan University, Shanghai, Chine

6 - Organismes

Comité scientifique d'organisation

- Louis Bélanger, directeur, Institut des Hautes études internationales, Université Laval, Québec
- John Kirton, directeur, Groupe de recherche sur le G7/G8, Université de Toronto
- Yves Schemel, Institut d'études politiques de Grenoble (Sciences Po), Grenoble, France

Comité organisateur

Organisateur principal :

- Institut des hautes études internationales, Université Laval, Québec

Collaborations :

- Chaire Raoul-Dandurand en études stratégiques et diplomatiques, Université du Québec à Montréal, Montréal, Québec
- Centre pour l'innovation de la gouvernance mondiale (CIGI), Waterloo, Ontario
- Centre d'études et de recherches internationales de l'Université de Montréal (CÉRIUM), Montréal, Québec
- Forum des politiques publiques, Ottawa, Ontario
- Institut d'études politiques de Grenoble (Sciences Po), Grenoble, France
- Munk School of Global Affairs, University of Toronto, Ontario
- The School of Public Policy, University of Calgary, Alberta

Canada 

Québec 

